

Ciba-Geigy disséquée par ses ex-détracteurs : une volée de bons points

Autor(en): **Mudry, Yvan**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Le messenger suisse : revue des communautés suisses de langue française**

Band (Jahr): - **(1992)**

Heft 40-41

PDF erstellt am: **22.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-848105>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

pas la seule menace qui pèse sur les Maldives. Au cours de la dernière décennie, l'afflux croissant de touristes et le développement économique rapide de l'archipel ont multiplié les déchets de manière inquiétante. Pour l'instant, eaux usées, cannettes de bière, bouteilles de plastique, huiles de vidange, tout passe à la mer. Les eaux sont encore limpides. Pour combien de temps ?

Européens dans leur majorité, les touristes sont souvent conscients des problèmes écologiques de l'archipel. Pourtant, deux jeunes Allemands, sur l'île touristique de Kanduma, ignorent tout de la pétition sur le niveau de la mer : le personnel local de leur hôtel n'a pas jugé utile d'informer les étrangers. D'ailleurs, ceux-ci trouvent la future montée des eaux beaucoup moins grave que les déchets : ils voient ceux-ci lorsqu'ils plongent pour observer la faune marine qui constitue le plus grand attrait des Maldives. "Nous sommes déçus du peu de conscience écologique des Maldiviens", dit un touriste.

Au Ministère du Plan et de l'Environnement, Hus-sain Shihab réplique : "Nous ne restons pas inactifs. Par exemple, nous limitons l'accès aux récifs de corail, d'où les Maldives tirent le matériel pour construire leurs maisons. Nous limitons le nombre d'hôtes qu'une île touristique peut accueillir, nous recommandons l'installation de compacteurs d'ordures. Nous le savons, sur le plan local, tout est entre nos mains." ■

Epopée verte

Aux Maldives, une récolte de signatures est close. En Suisse, une autre démarre. Toutes deux réclament la création d'une organisation non gouvernementale d'intervention écologique, pour panser les blessures de la planète. Le Comité à l'origine du projet de la Croix Verte fait le lien entre ces deux actions.

L'idée de la pétition aux Maldives est née à la fois en Suisse et aux Maldives. Les initiateurs du projet de la Croix Verte ont entendu le cri d'alarme lancé par le président des Maldives à l'ONU en 1989. L'archipel est un lieu de vacances très apprécié des Suisses ; proportionnellement, ils y sont les touristes les plus nombreux. D'où la proposition faite aux Maldiviens de transformer le cri de leur président en pétition nationale appelant explicitement au soutien helvétique. Par la même occasion, cette action donne une impulsion au projet de la Croix Verte en Suisse. Le Zurichois Roland Wiederkehr, Conseiller National indépendant et président du "Comité pour la Croix Verte" : "Chaque pays aide l'autre. Les Maldives s'adressent à nous et nous répondons avec notre pétition en demandant que la Suisse, riche et développée, s'engage activement dans la protection de l'environnement, dans sa plus pure tradition humanitaire."

Ciba-Geigy disséquée par ses ex-détracteurs

Une volée de bons points

Première suisse : sous la pression des investisseurs en quête de placements moraux, une multinationale, Ciba-Geigy, répond aux questions critiques du Centre-Info, à Fribourg. Cette organisation a disséqué Ciba-Geigy sous l'angle des droits de l'homme, de son action dans le tiers-monde et de l'écologie. Incroyable résultat : loin de mettre Ciba sur le banc des accusés, l'étude recommande l'achat de ses actions. Un mur tombe entre les ennemis de jadis, les multinationales et leurs détracteurs au nom de la morale.

"On peut recommander l'achat d'actions Ciba-Geigy aux investisseurs préoccupés par l'écologie et les droits de l'homme et désireux d'acquiescer des participations dans la branche chimique ou pharmaceutique." Ainsi se conclut l'étude de Centre-Info, la première du genre en Suisse. Le jugement ne doit rien à la complaisance : l'enquête a été dirigée par une tête bien connue des milieux tiers-mondistes : Pier-Luigi Giovannini, ancien secrétaire général de la Déclaration de Berne et rédacteur de la revue "Vers un développement solidaire", et membre de la CANES (Convention des Actionnaires de Nestlé) et à ce titre tête de Turc de Nestlé.

Un air de réconciliation

Docteur en économie, le Fribourgeois a créé le

Centre-Info il y a un peu plus d'une année. Il explique la démarche : "Nous ne sommes plus au temps du capitalisme traditionnel. Les caisses de pension sont tou-

par Yvan Mudry / BRR

jours plus nombreuses à posséder des actions dans les entreprises. Les investisseurs ne se contentent plus d'une analyse financière à court terme. Ils s'interrogent : telle société est-elle active dans le secteur de l'armement ? Que fait-elle pour protéger l'environnement ? comment traite-t-elle ses employés ? Nous répondons à leurs questions." Aux Etats-Unis, des institutions comme celle de Fribourg existent depuis dix ans environ.

Au Centre-Info on ne le cache pas : si Ciba-Geigy a été la première firme à essayer le feu des questions, c'est à cause de "la qualité de sa politique d'information". "Nous avons répondu à toutes les questions des enquêteurs", affirme Patrick Kaiser, porte-parole de Ciba, "le dialogue avec le Centre-Info a été bon." Entre milieux "critiques" et industriels, des murs tombent.

Vision 2000

Certaines pratiques du géant de la chimie ont impressionné les enquêteurs. Il y a deux ans, Ciba publiait un document intitulé "Vision 2000", dans lequel l'entreprise s'engageait à poursuivre

Valais et mép

Un clic

une politique de développement à long terme respectueuse de la société et de l'environnement. "Dans les années à venir, tout le monde pourra ainsi voir si la société a menti", commente-t-on au Centre-Info. Autre bon point, la rapidité avec laquelle Ciba réagit lorsqu'elle commet un faux pas : après la livraison en 1990 d'un insecticide contenant du DDT à un pays d'Afrique par exemple. La firme a aussi créé un "fonds à risque" destiné au financement de projets économiquement incertains mais utiles au tiers monde, un tiers-monde auquel elle livre par ailleurs des médicaments de base à des prix avantageux.

Dangereux pesticides

L'étude du Centre-Info ne cache pas certaines zones d'ombre de Ciba. L'entreprise commercialise des produits controversés, des pesticides surtout, contenant des substances qualifiées de "sales" comme le parathion. Le peu de démocratie interne est aussi noté, de même que l'absence presque totale de femmes à la tête de l'entreprise. Ciba est active dans des domaines controversés comme l'expérimentation animale et la technologie génétique ; elle a soutenu des groupes politiques luttant contre l'écologie. Pour Giovannini reste un grand point d'interrogation : "Ciba sera-t-elle en mesure de tenir les promesses de "Vision 2000" ?

Besoin d'information

Après Ciba, d'autres rapports sur les grandes sociétés suisses devraient suivre. Giovannini a confiance : "En Suisse allemande, les fonds

de pension sont très intéressés par notre travail." La création de "comptes écologiques", notamment par les banques cantonales de Bâle-campagne, Zoug et Zurich, prouve que des particuliers souhaitent aussi un placement plus "responsable" de leur argent. Le plus dur pour le Centre-Info, ce sera d'obtenir des renseignements sur les entreprises. Toutes ne sont pas aussi ouvertes que la firme bâloise. ■

Tous les coups contre la nature ne sont plus permis en Valais. Et l'image d'un canton où écologistes et milieux économiques seraient incapables de s'entendre est dépassée. A quelques bruyantes exceptions près, l'heure est à la concertation. Les entrepreneurs commencent à intégrer la protection de la nature dans leurs plans. Et, pour le soulagement des Verts, les autorités veillent.

Deux accords entre défenseurs de la nature et industriels montrent le changement de tendance. En février, le WWF et Ciba-Geigy trouvaient une entente aux termes de laquelle la firme, désireuse de construire un four d'incinération de produits chimiques à Monthey, s'engageait à respecter des normes sévères en matière de protection de l'air. Et le mois dernier, à Martigny, une entreprise de matériaux (Marti SA), contre laquelle s'était battue la Société pour la Protection de l'Environnement (SPE), signait une convention avec elle. Marti SA reconnaissait le bien-fondé des oppositions de la SPE à un projet de

par Yvan Mudry / BRR

Valais. Quand la nature, le tourisme et l'industrie doivent vivre côte à côte.

Montage photo : Christophe Meier

